

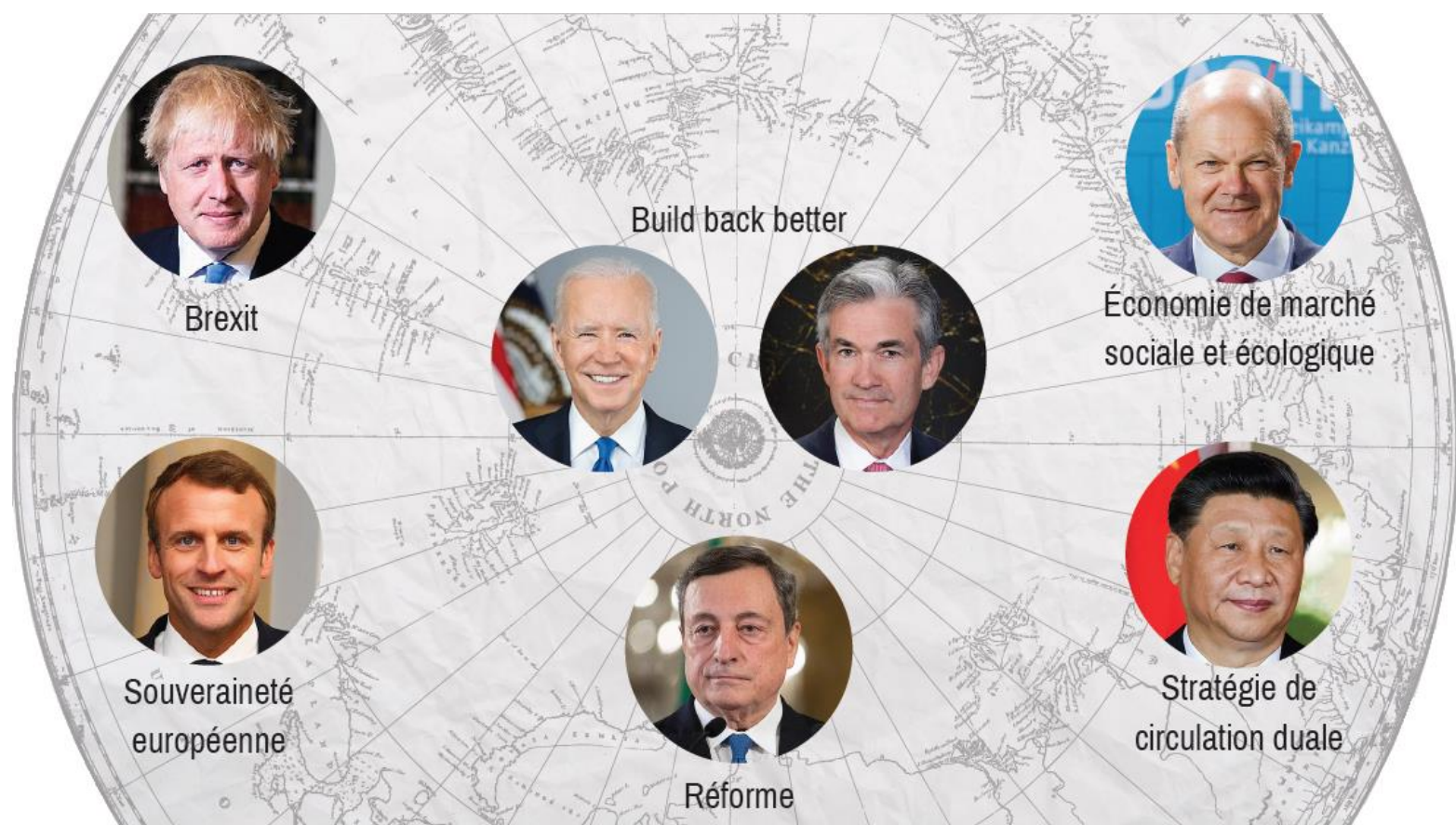
CFJC

Compagnie Financière
JACQUES CŒUR

Lettre Jacques Cœur

Décembre 2021

Quand l'économie devient géopolitique : Perspectives 2022



Quand l'économie devient géopolitique : Perspective 2022

Par Michel Foucher, géographe et ambassadeur, conseiller du Président de CFJC



Introduction

L'interaction entre l'économie internationale et les relations internationales est passée par trois phases successives depuis 1945.

Dans un premier temps, les États-Unis ont construit un ordre international libéral économique et politique dont le double objectif fut d'assurer un contexte mondial favorable aux intérêts américains et à leurs alliés et de contribuer à l'échec du système communiste et soviétique, concurrent au plan stratégique et idéologique mais isolé au plan économique.

Avec l'échec idéologique et géostratégique du centre de pouvoir soviétique, le modèle occidental devait s'étendre à l'ensemble du monde : aux pays dits émergents (dont la Russie de Boris Elstine) et à la Chine (qui adhère à l'OMC en novembre 2001, sous pression américaine). C'est l'heure de gloire du Forum économique mondial de Davos dont les rapports Global Risks sont très inspirés par les Global Trends élaborés par le Conseil national de renseignement des États-Unis (NIC). L'objectif est de multiplier les acteurs susceptibles de promouvoir les intérêts américains à l'échelle régionale : Union européenne, l'Inde, le Japon. Il s'agit de demeurer le « primus inter pares » grâce à deux leviers, le dollar comme monnaie globale et la puissance militaire qui permet de renforcer leur hégémonie technologique. Les banquiers centraux, les ministres des finances et les économistes sont en première ligne, persuadés de piloter la diffusion de la mondialisation. De l'intégration de la Chine dans le système économique international – qui a réussi en passant de 4% du PIB mondial en 2001 à 17,4% en 2021 (en dollars courants) – les Occidentaux faisaient le pari d'une convergence sociale (formation d'une classe moyenne nombreuse) et, à terme, politique.

C'était sans compter avec la « grande stratégie » déployée par le Parti communiste chinois pour qui l'intégration dans l'espace économique mondial avait pour double but de sortir la masse chinoise de la pauvreté et surtout de rebâtir une puissance de rang mondial capable de rivaliser avec les États-Unis puis de les surpasser ; il s'agit de démontrer que le système politique chinois est supérieur aux autres. L'échec de la convergence politique attendu, le constat des déséquilibres commerciaux aggravés par la stratégie des firmes américaines et la prise de conscience de l'ampleur du pillage technologique ont entraîné la réaction protectionniste brutale du 45^e Président américain que son successeur n'a pas remis en cause. La géopolitique a fait retour, au sens où les politiques de restriction l'emportent sur les logiques économiques (avec un effet sur le taux d'inflation aux États-Unis). Mais la Chine avait déjà placé l'essor économique intérieur et la projection extérieure sous un étroit contrôle politique. Il s'agit donc désormais de mettre en œuvre, sous le mandat de Joe Biden, un « plan de concurrence sans catastrophe » (selon la formule de Jake Sullivan et Kurt Campbell, 2019).

Quant à l'Union européenne, qui s'est développée comme grand marché et comme acteur de la régulation, son engagement dans l'ordre international libéral a longtemps été limité au domaine économique. Depuis peu, les notions de souveraineté européenne (2017), d'autonomie stratégique (2016), reformulée en autonomie stratégique ouverte (selon Margaret Vestager), s'imposent. L'accord allemand de coalition contient la mention de la « souveraineté stratégique ». L'Union européenne prend donc conscience de ses intérêts. Comme l'indique Sabine Weyand, directrice générale du commerce à la Commission européenne et ancienne négociatrice du Brexit, « nous travaillons avec les autres quand nous le pouvons, nous travaillons de manière autonome quand nous le devons ».

Voilà le contexte géopolitique et conceptuel de l'année qui s'ouvre, avec ses dates-clés, ses acteurs-clés et ses mots-clés. Avec partout le primat du calendrier national. Je vous propose une galerie de portraits des décideurs : **6 + 1**.

JOSEPH ROBINETTE BIDEN



46° Président, né le 20 novembre 1942 (79 ans)

Sénateur du Delaware de 1973 à 2009, président du comité des affaires étrangères du Sénat de 2001 à 2009, vice-président durant deux mandats. Aile droite du Parti Démocrate. Doit gérer son aile gauche.

Novembre 2022 élections à mi-parcours (tous les sièges de la Chambre et le tiers des sièges du Sénat)

(Deux scénarios : contrôle du Sénat par les Démocrates et de la Chambre par les Républicains, 61% selon The Economist, contre 21% de contrôle total par les Républicains)

Mot-clé: “Build back better”

Joe Biden a signé le lundi 15 novembre la loi qui va mettre en œuvre son plan pour les infrastructures aux États-Unis. C’est une étape importante de sa présidence.

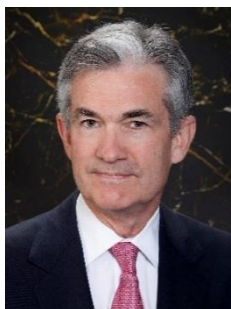
Le plan pour les infrastructures est un plan d’investissement sur plusieurs années pour un montant total de 1 200 milliards de dollars dont plus de 500 milliards de nouvelles dépenses. Le but est d’améliorer des infrastructures. Les besoins ont changé et ont augmenté depuis que les installations existantes ont été construites il y a des dizaines d’années, voire plus dans certains cas.

Le président américain souhaite notamment moderniser plus de trente mille kilomètres de routes, réparer 10 000 ponts et construire 50 000 bornes de recharge pour les véhicules électriques. Joe Biden a aussi annoncé qu’il voulait supprimer toutes les conduites d’eau potable encore en plomb et rendre internet accessible à tous les Américains.

Pour tout dire, certains équipements routiers ou ferroviaires sont carrément vétustes ou dangereux. Ils ont, en tout cas, besoin d’être au moins rénovés, et le président américain le sait : « Les infrastructures des États-Unis étaient considérées comme les meilleures du monde quand je suis arrivé au Congrès. Mais, aujourd’hui, vous savez comment le forum économique mondial nous classe pour les infrastructures ? Treizième au monde ! Douze pays dans le monde ont des infrastructures plus modernes et plus efficaces que les États-Unis d’Amérique. Nous sommes en compétition pour savoir qui va dominer le XXIe siècle. L’Amérique a toujours les travailleurs les plus productifs et les esprits les plus innovants au monde. Mais d’autres pays se rapprochent et nous risquons de perdre notre avance si nous n’accélérons pas maintenant. Cette loi bipartisane pour les infrastructures est un pas en avant majeur. C’est le plus grand investissement dans les ports pour toute l’histoire américaine. Et pour les familles américaines, cela veut dire que les marchandises vont bouger plus vite et de façon moins coûteuse. »

« Ce n’est un plan qui tourne autour du pot. C’est l’investissement d’une génération », lance Joe Biden avant de préciser : « C’est l’investissement le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. » Avec ces dépenses massives, le président américain veut rénover les infrastructures du pays, mais aussi aller vers une économie verte et créer des millions d’emplois.

JAY POWELL



68 ans. Non dogmatique et très volontaire. Républicain, respecté.

Né à Washington dans une famille catholique prospère (une mère mathématicienne et statisticienne, un père avocat d'affaires). Joue de la guitare et au golf. A étudié à Princeton et Georgetown.

Banquier d'investissement chez Dillon Read, à New York, avec Nicolas Brady (secrétaire au Trésor de Reagan et HW Bush) qui nomma Powell au Trésor en 1990 et en fut sous-secrétaire pour les finances intérieures en 1992. Chez Carlyle sous Clinton puis nommé par Obama à un poste de gouverneur de la FED puis patron de la FED sous Trump en 2012 à qui il sut résister. Il est critiqué à gauche sur la régulation financière et le climat. Est réputé traiter les problèmes qu'il identifie.

Jay Powell a donc été confirmé à la FED. C'est un message de stabilité de la part de Biden. Avec plus de 6% d'inflation sur un an en octobre, la hausse des prix, c'est la préoccupation actuelle des Américains et donc du président dans son calendrier législatif. 70% des Américains sont mécontents de la hausse des prix.

Pour Janet Yellen, Secrétaire d'État au Trésor, l'inflation ne sera contrôlée que si le Covid l'est. Ainsi que par des efforts sur les chaînes d'approvisionnement (des semi-conducteurs aux délais dans les ports) et des négociations avec les distributeurs, Walmart et Target. L'annulation des taxes sur les produits chinois est envisagée. Le prix des logements a monté de 22% (avec des emprunts à des taux très faibles).

Un resserrement des politiques monétaires est à l'étude, à Washington. « On enlève les petites roues » selon Morgan Stanley (14/11/21) afin que les marchés roulent par eux-mêmes, alors que les indices (S&P 500) avaient progressé de 44% depuis janvier 2021 et que la hausse des prix résulte du soutien budgétaire et monétaire sans précédent, qui a conduit les investisseurs vers des actifs à risque (actions).

Jay Powell a commencé à réduire son rythme d'achat d'actifs. Il ne prendra pas les marchés par surprise (à la différence de la hausse des taux de 2013). Il faut s'attendre à la fin de la baisse tendancielle des taux de très long terme, amorcée il y a plus de 30 ans.

A noter que pour Christine Lagarde, l'inflation de 4% n'est qu'une « bosse ». Attendons la réunion de la BCE mi-décembre sur le rythme de réduction du plan de rachat de dettes. En Europe, plusieurs d'entre elles ont commencé à augmenter leurs taux : la Norvège, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Roumanie... La Banque d'Angleterre a laissé entendre qu'elle s'apprêtait à faire de même, sans doute dès le mois de décembre.

Au plan extérieur, l'incertitude géopolitique et la surprise stratégique sont des évidences (Taiwan, Ukraine, Iran). Mais il y a une donnée nouvelle : la politique étrangère des USA dépend de plus en plus de calculs politiques et de considérations électorales. La thèse classique des deux présidences – contrainte par le Congrès et les partis à l'intérieur -, plus libre à l'extérieur ne tient plus. Jake Sullivan, qui dirige le Conseil national de sécurité, a écrit un article remarqué : une politique extérieure pour les classes moyennes.

L'obsession chinoise est bipartisane, appuyée par les électeurs qui voient dans la Chine de Xi Jinping un « ennemi » mais qui continuent, comme consommateurs, à acheter des produits Made in China. D'où un déficit de 310 Mds\$ en 2020 et de 286 Mds\$ (octobre 2021, US Census bureau). Les 3 heures d'échange entre Biden et Xi (18 novembre) avaient été préparées par une rencontre entre Jake Sullivan et Yang Jiechi. Celui-ci a indiqué que XI voulait la stabilité en 2022, avant le 2^e Congrès du PCC de novembre 2022 et les JO de février 2022. "Xi is going to want to focus on domestic politics over the next year," said Paul Haenle, director of the Carnegie-Tsinghua Center in Beijing. "He's going to do what he can to reduce uncertainties in US-China relations, put the relationship on a more stable footing and reduce the risk of complicating his own domestic political goals."

XI JINPING



68 ans. Fils de Xi Zhongxun, compagnon de Mao Zedong, purgé en 1962.

Fils de « prince », il est envoyé comme « jeune instruit » dans le Shaanxi pendant la révolution culturelle comme « ennemi du peuple ». Membre du PCC les années 1970. Vice-président de la RPC depuis 2008 (second mandat de Hu Jintao)

Date clé : 20^e Congrès, novembre 2022

Mots-clés : stratégie de circulation duale, autosuffisance, autarcie, innovation indigène, intégration (internationale) sélective sous contrôle

L'enjeu pour le président chinois est de se maintenir au pouvoir plus de dix ans, comme président de la République, secrétaire général du PCC, président de la Commission militaire centrale et peut-être président du Parti (poste supprimé en 1982 par Deng Xiaoping pour éviter le retour d'un « grand timonier »). Aucune autocritique mais le rappel de l'objectif d'une société modérément prospère, de la construction d'un grand pays socialiste moderne à tous égards » en 2035 (deux fois plus riche qu'en 2020) et en 2049 s'imposer en 2049 « au premier rang du monde en termes de puissance globale et de rayonnement international ». En clair, dépasser les États-Unis.

La pandémie et la dureté des mesures prises par Trump ont accéléré la transformation de l'économie chinoise vers une intégration internationale sélective, la stratégie de circulation duale (avril 2020). Le PCC a engagé une correction de trajectoire : il s'agit de trouver un nouvel équilibre entre la sauvegarde de la sécurité nationale et le maintien d'une intégration économique dans le monde. Les dirigeants chinois sont parfaitement conscients des forces et des faiblesses de l'économie chinoise. Ainsi, le déficit commercial pour les semi-conducteurs est de 232 Mds\$, alors que la Chine pèse déjà 27% de la production manufacturière mondiale (USA : 17% ; UE 16,9%).

Le marché chinois reste ouvert dans les secteurs non sensibles (automobile et véhicules électriques, avec Peugeot, BMW, VW, Tesla) et ceux en retard : chimie (ExxonMobil et BASF). Les besoins d'importation de composants sont continus pour l'aérospatial avant de pouvoir les produire sur place (COMAC 919 avec Airbus et Safran/GE). Les secteurs d'équipements de réseau sont protégés (Huawei et ZTE). Ericsson ferme son centre de R&D et ses profits s'effondrent. Enfin, l'intégration accrue dans les marchés financiers mondiaux doivent permettre d'élever le rôle international du yuan (2,2% des paiements internationaux contre 39,4% pour le dollar US et 38,4% pour l'euro). L'ouverture aux banques et assurances visent à améliorer la gestion des risques et l'allocation des capitaux en Chine même.

Au plan extérieur : affirmation des ambitions d'une grande puissance

« L'affirmation de plus en plus soutenue de la puissance chinoise dans l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale conduit au paradoxe qui suit : la Chine conteste ouvertement un système dont elle a su, mieux que d'autres, tirer le plus grand bénéfice au cours des quarante dernières années mais qui, selon elle, lui dénie le rôle de premier plan auquel elle aspire dans l'organisation de la planète et, sans doute, menace la pérennité de son régime politique », analysait Nicolas Chapuis, ambassadeur de l'Union européenne à Pékin, lors d'un récent colloque au Collège de France.

Questions

Taiwan

La réunification est une condition « nécessaire » au renouveau de la nation chinoise, selon Xi (9/10/2021). Mais une offensive pourrait au contraire faire dérailler l'agenda de Xi : devenir une grande nation technologique en 2035 (en raison des représailles économiques déstabilisatrices).

Donc, plutôt une stratégie de contrôle, selon Kissinger. « During an appearance on CNN, Kissinger told host Fareed Zakaria that the "ultimate creation of one China" is the objective of Chinese policy, but he doesn't expect Beijing to use military force in the near future. "I don't expect an all-out attack on Taiwan in, say, a 10-year period, which is as far as I can see. I think it is perfectly possible that if the confrontation keeps growing, that the Chinese will take measures that will weaken the Taiwanese ability to appear substantially autonomous," Kissinger said. "I think this is foreseeable, and we will have to decide as it evolves to what degree we'd consider that a military means or to what extent that's compatible within a political framework," he added. Kissinger also said that he felt Joe Biden as a "tough" problem regarding Beijing, saying that everyone wants to be a "China Hawk." "Everyone wants to be a China hawk. Everyone assumes that China is determined to dominate the world and that that is its primary objective. ... But there should not necessarily be an automatic rivalry and competition. And so, I think Biden began to move in a direction of a different road," Kissinger told Zakaria. "That does not mean it is yielding to China. It is to try to find a level in which we can talk about those things that are known to be common. We should have a principal goal of avoiding confrontation," Kissinger added.

Effets d'un ralentissement économique sur l'économie mondiale (4,9% au lieu de 8%)

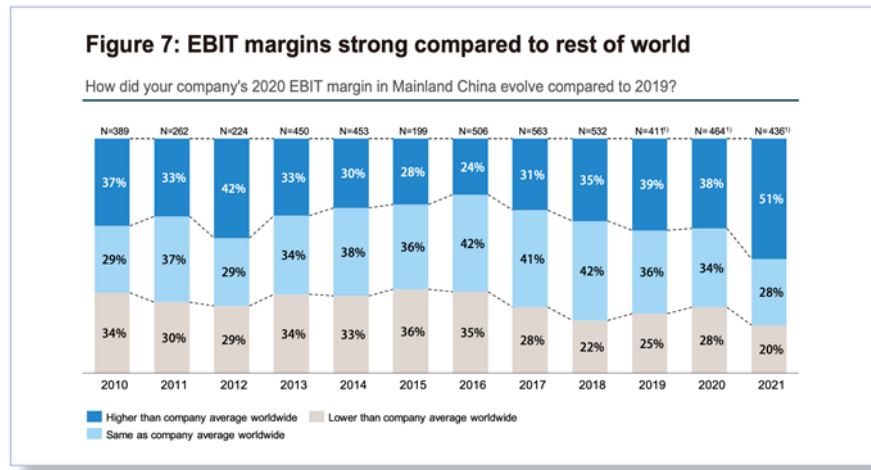
Les causes du ralentissement actuel sont profondes. En redonnant la priorité au désendettement il y a un an, Pékin a freiné les investissements des collectivités locales et durcit les conditions d'octroi de crédits par les banques. Le secteur de l'immobilier, qui contribue indirectement à hauteur de 30 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, est en pleine crise, comme l'illustrent les déboires du promoteur Evergrande, affecté par une dette d'environ 260 milliards d'euros. La baisse de la productivité se rajoute au vieillissement de la population.

Mais aucune puissance émergente ne peut la remplacer. Les investisseurs étrangers, qui détiennent 3,5 % des capitaux propres et du marché obligataire du pays, ne s'inquiètent pas. Les investisseurs minimisent les risques, car ils sont rassurés par la volonté politique de Pékin, qui privilégie la stabilité financière et sociale.

Pas de signes de découplage : les IDE progressent.

La Chine a dépassé les USA comme première destination des investissements étrangers depuis 2020.

Selon le rapport annuel de la Chambre américaine de commerce de Shanghai, 72% des industriels n'ont aucun plan de délocalisation. Aucun des 28% n'envisage de revenir aux USA (plutôt Thaïlande, Vietnam, Malaisie). 60% ont accru leurs investissements. On garde les usines en Chine en diversifiant les fournisseurs (stratégie China Plus One). Les obstacles aux affaires sont importants : accès aux marchés, réduction de la place du secteur privé, transferts forcés de technologie, propriété intellectuelle mais les profits sont bien supérieurs à ceux enregistrés ailleurs dans le monde et leurs résultats en Chine sont déterminants pour le bilan total.



(Business Confidence Survey, EU Chambre of Commerce, 2021)

A terme, les firmes naviguent dans le brouillard. Le marché chinois est crucial mais il devient difficile de planifier à long-terme, en raison de l'aléa des règles dans une économie dirigée

Remarque finale : il faut du temps pour faire évoluer les chaînes de production. L'usine de Taiwan Semiconductor Manufacturing (TSMC) en Arizona ne sera opérationnelle qu'en 2024.

La Chine, premier partenaire commercial de l'Allemagne depuis 2015

212 MDS€ d'échanges en 2020 (206 en 2019), dont 96 d'exportations allemandes : machines-outils, automobile, électrotechnique et chimie. Ces secteurs-clés du modèle exportateur allemand dépendent des commandes chinoises (autant que des marchés américain, européen et domestique). Selon un sondage réalisé par la chambre de commerce allemande en Chine, 72 % des entreprises interrogées envisagent d'y augmenter leurs investissements ces prochaines années. Le géant de la chimie BASF prévoit, à lui seul, d'investir de 8 milliards à 10 milliards d'euros d'ici à 2025, sur un nouveau site, dans la province du Guangdong, dans le sud-est du pays.

OLAF SCHOLZ



63 ans, social-démocrate, élu le 7/12 comme chancelier par le Bundestag, pragmatique, membre du Bundestag (1998 à 2011), maire de Hambourg (2011-2018), deux fois ministre fédéral (travail 2007-2009) et finances (depuis 2018) et vice-chancelier. Il a la réputation d'être déterminé et méthodique. Le succès de son parti et le sien propre ont surpris tout le monde. Sa gestion des finances a assis sa crédibilité. Lors des négociations sur le plan de relance, Bruno Le Maire décrit un « interlocuteur tenace, capable de négocier pendant des nuits entières en discutant du moindre détail, mais solide et toujours loyal ». Il se veut l'héritier d'Helmut Schmidt et d'Angela Merkel.

La pandémie du Covid l'avait convaincu de la nécessité de lever provisoirement le principe constitutionnel du « frein à la dette », qui interdit à l'Etat fédéral de s'endetter à plus de 0,35 % du produit intérieur brut (PIB) annuel, pour sortir ce qu'il a lui-même qualifié de « bazooka » afin d'injecter plusieurs centaines de milliards d'euros dans l'économie. Son épouse Britta Ernst est ministre de l'éducation du Land de Brandebourg. « Je me présente pour être chancelier, pas pour être directeur de cirque. »

Dates-clés : accord de coalition tricolore (SPD 206 élus, Verts 118 et FDP 92) et nouveau gouvernement, le 8 décembre

Mots-clés : liberté, équité, développement durable ; économie de marché sociale et écologique ; investissements ; progrès

L'accord de coalition compte 177 pages (et 393 fois, le mot Europe)

(Traduction : GEG, Le Grand Continent)

La modernisation et le progrès sont les mots-clés ainsi que la mention de l'Europe comme l'échelle pertinente pour l'analyse des défis et leurs solutions.

Dès le sous-titre on retrouve trois mots respectivement associés à un des trois partis. La liberté est une valeur cardinale du parti libéral-démocrate, l'équité (*Gerechtigkeit*) est le but de la politique sociale-démocrate et le développement durable (*Nachhaltigkeit*) représente le cœur du programme des Verts.

Plus de 30 ans après la réunification allemande, notre tâche reste d'achever l'unité intérieure sur le plan social et économique. Les conditions de vie dans nos régions, dans les villes et dans les zones rurales, ne sont pas identiques, mais elles devraient être équivalentes. De bonnes conditions de vie comprennent un logement abordable, un accès rapide à Internet, des soins de santé accessibles et des offres de mobilité durables et adaptées à la vie quotidienne.

Atteindre les objectifs de Paris en matière de protection climatique est pour nous une priorité absolue. La protection du climat garantit la liberté, la justice et une prospérité durable. Il s'agit de refonder l'économie sociale de marché en tant qu'économie de marché sociale et écologique. Nous créons un cadre réglementaire favorisant des innovations et des mesures permettant à l'Allemagne de s'engager sur la voie des 1,5 degrés de réchauffement à la fin du siècle. Nous donnons un nouveau rythme à la transition énergétique en supprimant les obstacles au développement des énergies renouvelables. Pas à pas, nous mettons fin à l'ère des énergies fossiles, notamment en avançant idéalement la sortie du charbon à 2030 et en laissant derrière nous la technologie du moteur à combustion.

Un autre mot-clé est l'économie de marché sociale et écologique, allusion à la politique du gouvernement Adenauer (1949-1963) et notamment de son ministre de l'économie Ludwig Erhard qui mit en

place « l'économie sociale de marché » (*soziale Marktwirtschaft*) et posa les bases du miracle économique allemand.

L'objectif annoncé d'une sortie complète du charbon en 2030 constitue aussi une victoire tangible pour les Verts qui doivent désormais soumettre l'accord à l'ensemble des militants du parti contrairement aux deux autres partenaires de coalition qui font seulement voter un congrès exceptionnel.

Ce faisant, nous agissons dans un esprit européen et en concertation avec nos partenaires internationaux. Nous voulons accroître la souveraineté stratégique de l'Union européenne en orientant notre politique étrangère, de sécurité, de développement et commerciale sur la base de valeurs et d'intérêts européens communs.

La formule d'une « responsabilité globale de l'Allemagne » apparaît au fil du texte comme une devise de la politique étrangère de la future coalition pour créer un lien fort entre obligation morale et action politique.

Le recours à l'expression de *souveraineté stratégique*, déjà présente dans l'accord préliminaire, ressemble d'abord à une concession à la position de Paris. Le ministère des Affaires étrangères, qui sera aux mains des Grünen, devrait adopter une attitude plus favorable aux propositions françaises. « Définir les intérêts allemands à la lumière des intérêts européens » constitue la formule phare de la future politique européenne du gouvernement en feu tricolore.

La définition donnée de la souveraineté stratégique européenne est ici très étendue. Cela permet d'un côté une coopération accrue dans plusieurs domaines industriels clés comme le numérique ou la santé, de l'autre la question des forces armées et de leurs équipements n'apparaît pas de manière explicite, alors que du côté français elle constitue un des premiers piliers de l'autonomie stratégique.

Union économique et monétaire, politique fiscale

Nous voulons renforcer et approfondir l'Union économique et monétaire. Le pacte de stabilité et de croissance (PSC) a prouvé sa flexibilité. Sur sa base, nous voulons garantir la croissance, maintenir la viabilité de la dette et veiller à des investissements durables et respectueux du climat. L'évolution des règles budgétaires devrait s'orienter vers ces objectifs afin de renforcer leur efficacité face aux défis de notre époque. Le PSC devrait être plus simple et plus transparent, notamment pour renforcer son application.

Next Generation EU (NGEU) est un instrument limité dans le temps et dans son montant et nous voulons que le programme de reconstruction permette une relance rapide et orientée vers l'avenir après la crise dans toute l'Europe. C'est également dans l'intérêt élémentaire de l'Allemagne. Les objectifs qualitatifs et les mesures de réforme, convenus dans le cadre du NGEU, doivent être respectés. Nous renforcerons les instruments établis de garantie budgétaire (OLAF, OEPP, Cour des comptes européenne).

La stabilité des prix est essentielle à la prospérité de l'Europe. Nous prenons très au sérieux les inquiétudes des citoyens face à la hausse de l'inflation. La BCE peut exercer au mieux son mandat, qui vise avant tout la stabilité des prix, si les politiques budgétaires de l'UE et des États membres assument leurs responsabilités.

Investissements

Une infrastructure numérique européenne, un réseau ferroviaire commun, une infrastructure énergétique pour l'électricité renouvelable et l'hydrogène, ainsi qu'une recherche et développement de niveau mondial sont des conditions préalables à la capacité d'action et à la compétitivité européennes au XXIe siècle.

Pour ce faire, nous prendrons l'initiative de lancer, avec nos partenaires européens, une offensive d'investissement qui se concentrera sur les projets transnationaux présentant une valeur ajoutée pour l'UE dans son ensemble et qui accordera une importance particulière au bouclage des réseaux. Les capitaux publics et privés doivent y jouer un rôle.

L'Allemagne se dit favorable à une « offensive d'investissements » d'avenir sur le plan européen, dont l'articulation avec les programmes actuellement développés par la commission n'est cependant pas explicite. Le pan sanitaire et social de la souveraineté européenne est le premier à être évoqué en détail dans le texte, marquant ainsi une forme de prépondérance d'une souveraineté « civile » face à son volet militaire. Le nouveau gouvernement de l'Allemagne apporte cependant un soutien marqué à une réforme institutionnelle de la politique étrangère et de sécurité commune, ce qui représentait un point de programme important pour les Verts.

La relation post-Brexit de l'Allemagne avec le Royaume-Uni semble marquée par une fermeté accrue concernant les traités et une volonté de retisser les liens économiques, éducatifs et sociaux.

L'Allemagne s'engage à nouveau à respecter les engagements de capacité de l'OTAN mais ne mentionne pas de chiffre exact concernant le niveau de dépense. Le débat interne au SPD concernant un potentiel retrait des armes stratégiques américaines du sol allemand avait pu inquiéter les partenaires de l'Allemagne au sein de l'OTAN, mais l'accord de coalition dissipe largement ces inquiétudes.

La proposition d'un renforcement du pilier européen de l'OTAN et une coopération accrue avec l'UE apparaissent comme une réponse à la politique française en matière de défense européenne.

Question : investir sans s'endetter

Des solutions créatives ont été étudiées.

- Transformer le KfW, banque nationale de développement, en agence d'innovation et d'investissement, qui, recapitalisée, pourrait soutenir les investissements privés dans le numérique et l'énergie verte et de fournir des prêts à taux bas pour la rénovation des logements.
- Les compagnies d'Etat (Deutsche Bahn et BImA, Institut fédéral immobilier) pourraient s'endetter pour financer des investissements (le BImA gère 460 000 hectares de propriétés fédérales, où pourraient être bâtis 400 000 logements sociaux)
- Le calcul du PNB pourrait être modifié sur la base d'une mesure du potentiel économique (« output gap »).

Si de telles mesures sont mises en œuvre, l'impact sur les règles fiscales de l'UE est certain.

MARIO DRAGHI

Le président de la République italienne est élu pour un mandat de sept ans au suffrage indirect et secret par un collège électoral composé des membres des deux chambres du Parlement — soit 630 députés et 315 sénateurs —, auxquels s'ajoutent 58 délégués régionaux en provenance des vingt régions d'Italie. Sergio Mattarella, juriste, refuse de prolonger son mandat pour que sa fin coïncide avec les élections parlementaires.



Mario Draghi, 74 ans, est Président du Conseil des ministres depuis le 2 février 2021. Désigné par le Président de la République, il n'est pas élu.

Économiste, diplômé du MIT, ancien président de la BCE, il est très légitime aux yeux des milieux d'affaires, en Italie et ailleurs. Pour gérer les 191,5 Mds€ du plan de relance, il s'appuie sur Daniele Franco (ministre des finances et ancien BCI), Vittorio Colao (Vodafone) et Roberto Cingolani (physicien, transition écologique). Draghi a choisi les prêts (à taux très bas) du plan de relance. Draghi ne parle pas et gouverne avec des hommes de confiance. Il décide seul.

Date-clé : nouveau président 4 janvier 2022

Mot-clé : réforme (à l'intérieur et dans l'UE)

Longtemps considéré comme l'homme malade de l'Europe, l'Italie est la 2^e puissance industrielle de l'UE et a un rôle stratégique en Méditerranée.

Ses priorités sont : la réforme d'une fonction publique vieillissante, d'une justice sous-financée, et de la politique de la concurrence (appel d'offres). C'est le premier cas de réformes financées (à la différence de Monti).

Lors de la signature du traité franco-italien du Quirinal (27/11), Draghi s'est engagé sur la réforme des règles budgétaires et du pacte de stabilité de l'UE « hier nécessaires aujourd'hui inévitables », confortant la position française. Il a également parlé de défense européenne.

Le traité du Quirinal

- Le projet de ce traité a été lancé au lendemain du discours de la Sorbonne, dans les coulisses du sommet franco-italien de Lyon (27 septembre 2017) par Emmanuel Macron et Paolo Gentiloni, président du Conseil italien à l'époque, aujourd'hui Commissaire européen aux affaires économiques.
- Depuis 2017, la relation franco-italienne est passée par plusieurs crises (Libye, STX-Fincantieri, soutien du M5S aux Gilets jaunes) dont le moment le plus spectaculaire a sans doute été le rappel à Paris de l'ambassadeur français à Rome le 7 février 2019.
- Contrairement à la coopération franco-allemande et alors même que les intérêts communs entre les deux pays convergent sur une grande partie des dossiers européens, la relation franco-italienne est caractérisée par l'insuffisance des échanges entre les administrations et les gouvernements. Selon une personne proche du dossier : « Puisqu'on se parle peu, les lignes rouges ne sont pas connues et quand il y a un problème, il est difficile de désescalader. »

- Le Traité du Quirinal (le palais romain où réside le président de la République) s'inspire dès le nom du traité de l'Élysée de 1963, l'acte fondateur de l'amitié franco-allemande. Cette référence historique ne doit pas nous faire tomber dans l'hyperbole, mais elle joue un rôle : c'est ce traité franco-allemand qui a mis en place l'obligation de consultations préalables entre les deux pays, nécessaire à la consolidation de leur rapport bilatéral.
- Plusieurs sources de haut niveau confirment que le traité est particulièrement important sur ce plan. Le texte peut encore évoluer mais, en l'état, il prévoit une série de nouveaux formats d'échanges réguliers : un sommet intergouvernemental probablement annuel, des rencontres interministérielles beaucoup plus fréquentes, une coordination franco-italienne en amont des réunions du Conseil.
- Les domaines du traité sont ambitieux, les deux pays se proposent de se coordonner sur des éléments purement géopolitiques (la sécurité, la défense – dans une perspective européenne complémentaire à l'OTAN), sur des sujets économiques (politiques industrielles et d'investissement, numérique) ainsi que sur la culture, la recherche et l'éducation.

Un moteur européen à 3 est possible

ALEXANDER BORIS DE PFEFFEL JOHNSON



Né à New York. 57 ans

Ancien journaliste.
 Premier Ministre depuis juillet 2019.
 Chef du Parti Conservateur.
 Député de 2001 à 2008.
 Maire de Londres de 2008 à 2016.
 Fils d'un ancien fonctionnaire de la Commission européenne.

Date-clé : février 2022. 70 ans de règne d'Elisabeth

Mots-clés : Brexit, Global Britain

Le coût du Brexit

Baisse des exportations britanniques (septembre 2021) : 8,5% par rapport au maintien dans l'UE, selon les calculs du Center for European Reform (9/11)

Selon l'Office of Budget Responsibility, la baisse du commerce international britannique est estimée à 15%. Et la chute du PIB en longue durée est estimée à 4-5% (horizon 2030). Il estime que les accords de libre-échange avec des pays tiers n'ont aucun impact.

L'opinion publique est toujours très divisée : 47% des sondés considéraient, en novembre 2021, que le Brexit avait été une erreur et 39 % une bonne chose. (Voir yougov.co.uk)

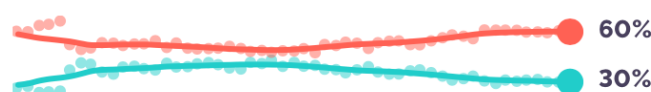
Fieldwork end date	18 November 2021	11 November 2021	4 November 2021	13 October 2021	16 September 2021	3 September 2021	26 August 2021	6 August 2021	29 July 2021
Pollster	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov	YouGov
Right	39%	37%	39%	38%	40%	39%	41%	42%	43%
Wrong	47%	50%	48%	49%	47%	48%	47%	46%	45%
Don't know	14%	13%	13%	13%	13%	13%	12%	12%	11%

Et la gestion des effets du Brexit est jugée négativement. (Voir yougov.co.uk)

POLITICS

How the government is handling the issue of Brexit in the UK

Well Badly



France et PFUE

Dates-clés :

9/12/2021 : annonce du programme de la Présidence française du Conseil de l'UE (PFUE)

1/1-30/6/2021 : PFUE

10 et 24 avril : élections présidentielles

Juin : élections législatives

Mots-clés : souveraineté européenne, relance, appartenance

Calendrier général 2022

COP 27 Égypte (novembre)

Le Président Al Sissi a déjà annoncé à Glasgow que la COP 27 serait consacrée aux questions de financement et à l'examen des plans nationaux de réduction des émissions de GES.

La fermeture d'au moins 40% des 8500 centrales thermiques à charbon dans le monde sera étudiée et l'opposition de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud est prévisible.

G 20 Indonésie (Bali fin 2022)

Johnny G. Plate, ministre de la communication et de la technologie de l'information a fixé les trois priorités de la présidence indonésienne :

- Reprise économique après la pandémie et connectivité entre gouvernements
- Améliorer l'éducation numérique et les compétences
- Flux transfrontaliers de données

Sommet défense UE mars 2022 : adoption de la boussole stratégique

- Les menaces. La Russie et la Chine ("un partenaire, un concurrent économique et un rival systémique") sont présentées comme les principales menaces pesant sur la sécurité de l'Union, sans qu'une rupture des relations diplomatiques soit bien sûr envisagée.
- L'autonomie stratégique n'est mentionnée qu'une seule fois. Il s'agit de conserver une relation forte avec l'OTAN, de tenir des réunions spécifiques États-Unis-Union sur les questions de sécurité. L'Union doit également construire un dialogue solide avec des États partenaires comme le Royaume-Uni et les alliés de la région Indopacifique.
- Des investissements dans de nombreux secteurs : cyber sécurité, espace, systèmes aériens, etc. Les montants associés ne sont pas explicités pour le moment.
- Dépasser l'unanimité. Alors que les groupements tactiques de réaction rapide, introduits en 2005 n'ont jamais été utilisés, la création d'une force militaire conjointe d'intervention rapide est le point le plus sensible de la boussole. Pouvant compter jusqu'à 5000 militaires, elle permettrait à l'Union de déployer des forces dans des situations de crise. Si toute opération nécessitait l'unanimité des États-membres, la boussole pourrait prévoir un mécanisme décisionnel plus souple.
- La suite. Les chefs d'État et de gouvernement des 27 se réuniront les 16 et 17 décembre en Conseil européen ; ils discuteront d'une version quasi-finale du document, mais celui-ci ne devrait être adopté qu'en mars 2022, en plein milieu de la PFUE.
- Que faire ? Pour le HRVP Josep Borrell, " *La principale réponse réside dans la création d'une culture stratégique commune : plus les Européens seront d'accord sur la façon dont ils voient le monde et ses problèmes, plus ils s'accorderont sur ce qu'il faut faire à leur sujet.* »

Sommet OTAN Madrid : juin 2022

Cette réunion est en partie destinée à préparer les discussions sur le nouveau concept stratégique à l'Alliance qui doit être approuvé au sommet de Madrid en juin 2022. La succession de Stoltenberg (prolongé d'un an).

Aléas...

Ukraine

- Objectifs russes : finlandisation + négociation d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe (= « Yalta » bis) avec les États-Unis
- Objectifs américains et européens : intégrité territoriale ; hésitations sur la garantie de sécurité
- Risque : intervention militaire sur le littoral entre le Donbass et la Crimée (Marioupol)

Iran

- Objectifs iraniens : atteindre le niveau de pays du seuil nucléaire) levée des sanctions américaines ; maintien de l'influence régionale ; partage d'influence avec les EAU et l'Arabie saoudite (Irak, Liban, Syrie, Golfe)
- Risque : intervention israélienne en cas d'échec des négociations de Vienne

CFJC

Compagnie Financière
JACQUES CŒUR